

Le 22 janvier 2007

Le CSIC accueille les membres de son Comité consultatif des projets

Le CSIC est heureux d'accueillir les membres qui siégeront à son nouveau Comité consultatif des projets. Ce comité aura pour mandat de fournir des directives et des conseils éclairés au cours de l'élaboration des propositions de projet, des activités connexes et des stratégies de communications.

Les membres du nouveau comité consultatif viennent des quatre coins du pays et représentent les employeurs, les employés et les éducateurs. Il s'agit de Susan MacLeod, Dr Abhay Sharma, Gerry Federow, Ray Wade, Shadi Shenouda, Jim Duff et Tom Blockberger. Le CSIC est à la recherche de membres additionnels afin d'assurer la représentation du Québec et du niveau secondaire.

Susan MacLeod est propriétaire de Veinot's Printing, un atelier d'imprimerie indépendant situé à Liverpool, en Nouvelle-Écosse. Dr **Abhay Sharma** est directeur de l'École de gestion des communications graphiques de l'Université Ryerson à Toronto. **Gerry Federow** est directeur de la formation chez Imprimeries Transcontinental, une entreprise ayant des emplacements au Canada, aux É.-U. et au Mexique. **Ray Wade** du Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier à Edmonton a à son actif plusieurs années d'expérience régionale au sein de l'industrie. **Shadi Shenouda** est estimateur chez Pacific Bindery Services Ltd. à Vancouver et un récent diplômé de l'Université Ryerson. **Jim Duff** représente le Glenn Biech Graphic Arts Training Institute à Vancouver, un établissement qui offre de la formation aux membres syndiqués. **Tom Blockberger** est président de Broadway Printers Ltd., fondé en 1911 à Vancouver.

Monte Solberg est nommé ministre des Ressources humaines et du Développement social

Le 4 janvier 2007, Monte Solberg a été nommé au poste de ministre des Ressources humaines et du Développement social (RHDS), assumant la relève de Diane Finley. Précédemment, M. Solberg a été ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, et est député de la circonscription de Medicine Hat depuis 1993.

M. Solberg a été vice-président des Comités permanents des Finances, du Développement des ressources humaines et de la Condition des personnes handicapées, ainsi que des Affaires étrangères et du Commerce international.

L'expérience parlementaire antérieure de M. Solberg englobe l'exercice des fonctions de porte-parole pour les finances, le développement des ressources humaines, le revenu national et les affaires étrangères. Avant d'entreprendre sa carrière publique, il

s'est fait connaître dans le secteur de la radiodiffusion. Il a également été directeur de l'Association des radiodiffuseurs de l'Alberta.

L'Alliance des conseils sectoriels a précisé que, pendant son mandat à titre de ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, M. Solberg s'est montré très accessible et a beaucoup voyagé pour rencontrer les parties intéressées. On dit également de lui qu'il a joué un rôle efficace comme porte-parole de l'opposition en matière de finances. Sa circonscription de Medicine Hat, située dans le sud-est de l'Alberta, est surtout constituée de régions rurales et de petites municipalités.

Pour de plus amples renseignements, consultez le site du Cabinet du Premier ministre à l'adresse pm.gc.ca, sous la rubrique Le Cabinet.

Sommet de l'éducation : Table ronde sur les normes mondiales de formation au sein de l'industrie de l'imprimerie

Le 9 août 2006, sept représentants de six pays se sont réunis à New York pour discuter des normes de formation liées à l'industrie de l'imprimerie dans leur pays. Le panel d'experts était composé de représentants d'instituts, d'universités et d'établissements de formation professionnelle qui étaient venus du Canada, de la Malaisie, du Brésil, de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne et des États-Unis.

La table ronde sur « *La valeur de l'éducation* » a été animée par Brian Ellis de Heidelberg Canada. Expliquant l'importance d'un tel sommet, M. Ellis a précisé qu'« à l'ère de la mondialisation, jamais le besoin d'éducation n'a-t-il été aussi grand dans l'industrie des arts graphiques en raison de l'introduction rapide de nouvelles technologies. »

« Les employés doivent bien saisir l'interdépendance des procédés alors que notre industrie fait le passage à un mode de travail davantage axé sur la production assistée par ordinateur », a ajouté M. Ellis. « Les employeurs doivent pouvoir compter sur une infrastructure instruite et qualifiée pour optimiser leurs ressources et concurrencer dans un environnement changeant où l'on passe d'une industrie orientée sur les métiers à un processus de production axée sur le besoin. »

La formation dans l'industrie de l'imprimerie : les enjeux et les possibilités

L'UNESCO considère que l'éducation est une clé importante de l'égalité des droits, de la démocratisation, de la justice sociale ainsi que du progrès social et économique. Dans bon nombre de pays, l'accès à l'éducation est freiné par une pénurie d'institutions et de ressources tels que des professeurs qualifiés et des établissements d'enseignement, ainsi que par des obstacles culturels, comme la discrimination fondée sur le sexe. Malheureusement, dans la plupart des pays en voie de développement,

c'est là la situation qui prévaut dans l'industrie de l'imprimerie et ce, en dépit des possibilités de croissance et d'exportations internationales qu'offre cette industrie.

Dans le monde industrialisé, on s'entend pour dire que les enjeux sont quelque peu différents. L'industrie souffre de problèmes d'image, soit une image de travail manuel et salissant, et l'intérêt manifesté pour l'industrie est donc faible. Il faut pouvoir offrir une formation poussée pour que les opérateurs de machine soient en mesure de faire fonctionner l'équipement de manière optimale. Il faut en outre du personnel de gestion formé et qualifié pour permettre aux entreprises de croître.

Trouver des solutions pour répondre aux besoins particuliers de chaque pays

On a demandé aux participants de décrire la situation de l'industrie dans leurs pays respectifs. Voici quelques exemples de la démarche envisagée par chaque pays en vue de relever les défis en matière de formation.

Ir. Halim Azhar Mohd Yatim, Malaisie

« La Malaisie manque aujourd'hui d'imprimeurs qualifiés. C'est la raison pour laquelle l'État malaisien a commencé à organiser la formation d'imprimeur. Mon établissement doit y apporter sa contribution et proposera dès la rentrée une formation ad hoc à 600 élèves. Nous considérons qu'il y aura bien plus de candidats que de places. »

Manoel Manteigas de Olivera, Brésil

« Nous avons au Brésil le problème de l'immensité du pays. Cela veut dire pour les élèves qu'ils doivent éventuellement venir chez nous, à São Paulo (...). Depuis quelque temps, nous proposons aussi des écoles mobiles, deux cars réaménagés et équipés de petites machines, comme, par exemple, la Quickmaster de Heidelberg. Ces écoles mobiles parcourent le pays – apportent donc l'éducation là où elle est nécessaire. »

Professeur Erich Steiner, Ph.D., Allemagne

« Beaucoup de nos étudiants viennent chez nous pour des motifs familiaux, par exemple parce que leurs parents possèdent une imprimerie.(...) Pour rendre aussi plus attrayante la formation, (...) il serait certainement judicieux qu'un semestre à l'étranger dans des universités partenaires ad hoc fasse partie intégrante de la formation pour tous les étudiants, comme c'est déjà le cas dans d'autres disciplines universitaires. »

Les Claridge, Grande-Bretagne

« L'industrie est tributaire de méthodes modernes de formation et a récemment fait part de son intention de revoir la formation dans le secteur. Il s'agit d'encourager les jeunes à suivre une formation à l'un des métiers des médias. »

Frank Cost, États-Unis

« Je souhaiterais (...) que nos programmes universitaires rencontrent davantage d'enthousiasme, même si le problème proprement dit réside, à mon avis, non pas dans l'image négative de l'industrie, mais dans l'absence de perception. (...) C'est pourquoi il faudrait (...) faire connaître plus activement cette industrie aussi passionnante. Il me paraît en outre important de nous adresser non seulement aux étudiants, mais aussi à leurs parents – car ce sont finalement eux qui financent la formation. »

Abhay Sharma, Ph.D., Ontario

« Chez nous, l'industrie essaie même d'embaucher nos étudiants avant qu'ils n'obtiennent leur diplôme, en raison du manque de bons éléments qualifiés. Nous le leur déconseillons systématiquement, car un emploi peut se perdre, alors que, dans la vie, on peut toujours faire valoir un diplôme universitaire. »

André Dion, Québec

« Chez nous au Canada, en tout cas, nous pourrions former beaucoup plus de gens (...). Actuellement, les jeunes vont plutôt vers d'autres métiers qu'ils jugent plus attrayants. Il faudrait que les entreprises et les associations professionnelles deviennent beaucoup plus actives, en coopération avec les écoles et les universités, pour que cette image change et que davantage de jeunes viennent chez nous – se former dans les instituts. »

Pour lire l'article au complet...

Ce débat, d'une durée de dix heures, sera présenté dans une série de quatre articles publiés dans le bulletin trimestriel *Heidelberg News*. Vous pouvez accéder au texte complet de l'article [ici](#) à partir du site Web du CSIC. Vous pouvez également soumettre une [demande d'abonnement](#) au bulletin *Heidelberg News* sur le site Web canadien de Heidelberg.

L'Entente Canada-Ontario sur le développement du marché du travail prévoit le transfert de fonds du gouvernement fédéral à l'Ontario

Aux termes d'une nouvelle Entente sur le développement du marché du travail, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2007, de nombreux programmes de formation et d'emploi ainsi que des ressources et du personnel ont été transférés à la province de l'Ontario. L'Ontario est la dernière province ou territoire à conclure une telle entente avec le gouvernement fédéral.

Selon Chris Bentley, ministre de la Formation et des Collèges et Universités de l'Ontario, ce transfert signifie qu'Emploi Ontario offrira plus de services et disposera de plus de centres de prestation des services.

Voici quelques-uns des avantages promis aux Ontariens par suite de ce transfert. Entre autres, les Ontariens bénéficieront :

de plus de ressources : 525 millions de dollars en programmes fédéraux transférés seront ajoutés chaque année aux 360 millions de dollars investis dans les programmes de l'Ontario.

de plus de services : le nombre de personnes et d'entreprises servies chaque année passera de plus de 500 000 à 900 000.

de plus de centres de prestation des services : le nombre de fournisseurs de services tiers répartis dans toutes les régions de la province passera de 470 à 1 200.

les employeurs pourront se prévaloir de services accrus pour les aider à trouver les travailleurs dont ils ont besoin et pour les encourager à investir dans le développement des compétences.

Pour plus de renseignements à ce sujet, consultez le communiqué affiché sur le site Web du ministère de la Formation et des Collèges et Universités à www.edu.gov.on.ca